



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Prestation de traiteur dans le cadre de la conférence JOBIM 2025 pour le Centre
Inria de l'université de Bordeaux**

**Lot 2 : Prestation de traiteur dans le cadre de l'organisation des pauses café et
déjeuner de la conférence**

N° 2024-1633.2

Marché à procédure adaptée

CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX
200 Avenue de la Vieille Tour
CS 90003
33405 TALENCE CEDEX

Sommaire

Partie 1 : Clauses administratives	4
1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 – Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4 – Co-traitance	4
2 - Cadre procédural et contractuel	4
2.1 - Mode de passation.....	4
2.2 – Type de marché	4
2.3 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée du marché.....	5
4 - Confidentialité et mesure de sécurité.....	5
5 – Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
5.2 – Modalité de révision des prix	5
5.3 – Avances.....	6
6 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
6.1 - Personnel.....	6
7 - Sous-traitance	6
8 – Opérations de vérification.....	7
8.1 Déroulement des opérations de vérification	7
8.2 Décisions après opérations de vérification	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 Contexte des paiements.....	7
9.2 Présentation des demandes de paiement	7
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 - Pénalités	8
10.1 - Pénalités de retard	8
10.2 - Pénalités diverses.....	8
10.3 - Pénalités pour non-respect des dispositions du code du Travail en matière de travail dissimulé.....	8
11 - Assurances.....	9
12 - Résiliation du contrat	9
12.1 - Conditions de résiliation du marché	9

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
13 - Règlement des litiges et langues.....	9
14 – Clause de réexamen	10
15 - Dérogations	11
Partie 2 : Description du contexte et du besoin.....	12
16 – Présentation générale du contexte	12
16.1 – Présentation du Pouvoir Adjudicateur	12
16.2 Présentation des JOBIM	12
16.3 Présentation de JOBIM 2025	12
16.4 Déroulé des prestations traiteur à assurer	13
17- Contenu des prestations à réaliser	13
17.1 Prescriptions générales	13
17.2 Contenu du cocktail de bienvenue	14
17.3 Contenu des pauses-café	14
17.4 Contenu des déjeuners du midi	14
18 – Caractéristiques des denrées alimentaires composant le repas.....	15
19 – Etat des lieux de l'existant.....	15
20 – Traitement des déchets.....	15

Partie 1 : Clauses administratives

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Prestation de traiteur dans le cadre de la conférence JOBIM 2025 pour le Centre Inria de l'université de Bordeaux – Lot 2 : Prestation de traiteur dans le cadre de l'organisation des pauses café et déjeuner de la conférence

Les prestations attendues sont décrites en partie 2 du présent CCP.

1.2 – Décomposition du contrat

Le présent marché est réparti en deux lots distincts, chaque lot donnant lieu à la conclusion d'un marché public :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Prestation de traiteur dans le cadre de l'organisation d'un dîner de gala
2	Prestation de traiteur dans le cadre de l'organisation des pauses café et déjeuner de la conférence

Pour précision, le lot 1 ne peut être attribué qu'à une entreprise faisant partie d'une liste prédéfinie par le propriétaire de la salle où se déroulera le gala. Ainsi, seules les entreprises précitées peuvent participer à la mise en concurrence correspondante, raison pour laquelle le lot 1 n'est pas inclut dans la publication de la consultation.

En revanche, le lot 2 n'étant concerné par aucune restriction, il fait l'objet d'une publication sur le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

1.4 – Co-traitance

En cas de groupement conjoint, un mandataire solidaire devra être proposé.

2 - Cadre procédural et contractuel

2.1 - Mode de passation

Le mode de passation utilisé est le marché à procédure adaptée. Il est soumis aux articles L. 2123-1, R. 2123-3 et R. 2123-4 du Code de la commande publique.

2.2 – Type de marché

Le contrat se présente sous la forme d'un marché ordinaire.

Il s'exécute par réalisation des prestations décrites dans la partie 2 du présent CCP et chiffrées dans la DPGF.

2.3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'offre financière du Titulaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du Titulaire constituée de ses réponses au cadre de mémoire technique et des éventuelles annexes y étant mentionnées.

En cas de litige entre les parties, seules les versions originales des pièces contractuelles, conservées par Inria, feront foi.

3 - Durée du marché

Le marché est conclu de la date de sa notification jusqu'au 11 juillet 2025.

Aucune prolongation du délai d'exécution ne peut être accordée par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité et des mesures de sécurité telles que prévues aux articles 5.1 et 5.3 du CCAG-FCS. Ces obligations sont applicables à tous les agents du Titulaire, ainsi qu'à ses sous-traitants qui devront en avoir été préalablement informés.

5 – Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix globaux et forfaitaires indiqués dans la DPGF complétée et remise par le Titulaire.

Le prix total correspond au prix par participant multiplié par le nombre de participants. Le nombre total et définitif de convives sera communiqué au plus tard 25 jours avant la première prestation à réaliser et aura un caractère contractuel, fixant définitivement le montant de la rémunération du Titulaire.

5.2 – Modalité de révision des prix

Les prix sont susceptibles d'être actualisés une fois, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (Ind1/Ind0)$$

Formule dans laquelle :

- P = Prix actualisé
- P₀ = Prix initial (à la date de notification du marché)
- Ind1 = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766519. L'indice utilisé, sous réserve de sa publication, sera relatif au trimestre 1 (T1) de l'année 2025.
- Ind0= Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766519. L'indice utilisé sera relatif au trimestre 3 (T3) de 2024.

Le Titulaire devra solliciter l'application de la formule d'actualisation, et ce au plus tard le 1^{er} juillet 2025. En cas de non-respect de cette échéance, la demande d'actualisation pourra être totalement refusée.

L'actualisation s'opère sur dernier indice connu à la date de la demande faite par le Titulaire :

- Dans le cas où l'indice relatif au trimestre 1 de l'année 2025 serait provisoire au sens de l'INSEE, il sera tout de même retenu à titre définitif pour l'actualisation.
- Dans le cas où l'indice relatif au trimestre 1 de l'année 2025 ne serait pas publié, c'est le dernier indice publié qui sera retenu à titre définitif pour l'actualisation.

5.3 – Avances

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, une avance est versée au Titulaire (et à son sous-traitant le cas échéant) pour le marché, quel que soit son montant ou sa durée. Toutefois, le Titulaire peut renoncer au versement de cet avance, en l'indiquant dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance représente 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Toutefois, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6 - Conditions d'exécution des prestations

Le Titulaire exécute les prestations conformément aux stipulations inscrites dans la partie 2 du présent CCP et applicables à l'engagement.

6.1 - Personnel

Le titulaire devra prévoir l'effectif nécessaire à la bonne exécution des prestations.

L'Inria pourra demander à ce que le Titulaire ne permette plus à un membre de son personnel d'exécuter les prestations objet du marché en cas de manquement grave et/ou répété à une obligation issue du présent CCP.

7 - Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande publique. La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit soumettre son sous-traitant pour acceptation écrite de Inria avant tout commencement d'exécution à l'adresse achats-bordeaux@inria.fr.

8 – Opérations de vérification

8.1 Déroulement des opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution des services, dans les conditions fixées par les articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

8.2 Décisions après opérations de vérification

Suite aux opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 Contexte des paiements

Dans le cadre de la gestion du colloque JOBIM 2025, le comité d'organisation s'est attaché les services d'une société qui aura, entre autres, la charge de la gestion des diverses dépenses et recettes liées à l'évènement.

Par conséquent, le règlement des comptes issu du présent marché sera effectué par une société tierce, spécialement mandatée à cet effet. Ses coordonnées et toutes les informations utiles à l'envoi des demandes de paiement seront communiquées au Titulaire après la notification du marché.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures devront être émises au nom du gestionnaire des dépenses mentionné au précédent article. Toutefois, après identification de ce destinataire, il sera précisé de manière claire dans la facture la mention suivante : « *Le destinataire de la facture se charge de son règlement au nom et pour le compte du Centre Inria de l'université de Bordeaux* ».

Le gestionnaire des dépenses mandaté par Inria pourra également communiquer au Titulaire d'autres exigences dans la présentation des demandes de paiement.

Important : tout changement de domiciliation bancaire doit être signalé au Service Administratif et Financier avant de figurer sur la facturation.

Seront jointes à la facture du Titulaire tous les justificatifs permettant d'en vérifier le montant, et notamment les factures des prestataires réglées par le Titulaire au nom et pour le compte de l'Inria.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve de conformité et après service fait. Le service fait sera attesté par les représentants du Centre Inria de l'université de Bordeaux.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur.

accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10 - Pénalités

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur. A défaut, le Titulaire en sera exonéré.

10.1 - Pénalités de retard

Les horaires auxquels débutent chaque prestation sont précisés par les documents particuliers de marché. Si ces horaires de début ne peuvent être tenus par le fait du Titulaire, celui-ci encourt l'application d'une pénalité de retard, sans mise en demeure préalable, calculée comme suit :

- Entre 15 et 30 minutes de retard : 1/100^e du montant HT de la prestation concernée
- Entre 30 et 45 minutes de retard : 1/25^e du montant HT de la prestation concernée
- Entre 45 minutes et 1 heure de retard : 1/15^e du montant HT de la prestation concernée
- Au-delà d'une heure de retard : 1/10^e du montant HT de la prestation concernée + 1000€ HT toutes les 10 minutes de retard supplémentaires

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités est plafonné à 25 % du montant total HT de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

10.2 - Pénalités diverses

Cause	Montant des pénalités appliquées	Modalités particulières d'application
Changement, sans acceptation préalable d'Inria, d'un ingrédient ou d'un plat par rapport au menu initialement présenté	1000€ par constat	Après mise en demeure préalable
Non-respect des consignes ou règles de sécurité	100 € par constat	Après mise en demeure préalable
Perte ou dégradation de matériel mis à disposition	Remplacement ou réparation aux frais du titulaire	Après mise en demeure préalable
Non déclaration de sous-traitance	1000€ par constat	Après mise en demeure préalable
Attitude irrespectueuse du personnel du Titulaire	100 € par constat	Après mise en demeure préalable
Attitude non conforme aux usages de la profession	100 € par constat	Après mise en demeure préalable

10.3 - Pénalités pour non-respect des dispositions du code du Travail en matière de travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 - Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra une indemnité représentant 5 % HT du montant du marché, diminué des éventuelles prestations déjà réglées.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat.

Le présent marché est un contrat de droit public. En cas de litige il relève des juridictions administratives compétentes.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 – Clause de réexamen

Une clause de réexamen, au sens de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique, pourra être mise en œuvre afin de modifier les clauses initiales du marché. Quel que soit le cas justifiant sa mise en œuvre, la présente clause de réexamen sera formalisée par le biais d'une modification de marché.

Cette clause de réexamen pourra être mise en œuvre dans les cas limitatifs suivants :

1) Cas où la clause de réexamen peut être mise en œuvre quel que soit son impact sur le montant initial

- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées à toute évolution légale et/ou réglementaire ;
- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

2) Cas où la mise en œuvre de la clause de réexamen ne pourra entraîner une hausse de plus de 30% du montant initial :

- Dans le cas d'une évolution importante affectant la conférence JOBIM 2025 et dont l'impact sur l'exécution du marché viendrait porter atteinte à son équilibre initial ;
- Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur souhaiterait confier une mission complémentaire au Titulaire, qui n'entrerait pas dans une des phases initialement décrite dans le présent CCP.

Dans le cas où plusieurs modifications successives seraient prises en application du présent 2), l'impact cumulé de ces modifications ne devrait pas entraîner une hausse de plus de 30 % du montant initial du marché.

Dans le cas où il y aurait des modifications issues à la fois du 1) et du 2) du présent article, seul l'impact des modifications issues du présent 2) ne devra pas entraîner une hausse du montant initial du marché supérieure à 30%. Le cas échéant, la possibilité de mise en œuvre du présent 2) sera étudiée comme suit :

- L'impact financier maximal de la ou des modification(s) cumulées issue(s) du présent 2) sera défini via le calcul suivant : (montant initial du marché en € HT x 1,30) – (montant initial du marché en € HT)
- L'impact financier maximal résultant du calcul précédant représentera la hausse maximale résultant de la seule modification ou des modifications successives issue(s) du présent 2).

3) Mise en œuvre dans le cadre du remplacement d'un Titulaire initial

Le présent article s'applique tant au cas de remplacement du Titulaire initial unique, qu'au remplacement d'un membre du groupement.

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, le Pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne donnera pas lieu à la modification des stipulations techniques, administratives ou financière initiales.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Pouvoir Adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- Soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

Quel que soit le cas justifiant sa mise en œuvre, la présente clause de réexamen sera formalisée par le biais d'une modification de marché.

15 - Dérogations

Les articles du CCAG-FCS auxquels déroge le présent CCP sont les suivants :

Articles du CCP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
3	13.3
5.3	11
10.1	14.1.2
10.1	14.1.3

Partie 2 : Description du contexte et du besoin

16 – Présentation générale du contexte

16.1 – Présentation du Pouvoir Adjudicateur

Inria est l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique. La recherche de rang mondial et l'innovation technologique constituent son ADN, avec pour ambition de faire émerger et d'accompagner des projets scientifiques et entrepreneuriaux créateurs de valeur pour la France dans la dynamique européenne.

Le rôle fondamental de la recherche dans le domaine du numérique est de construire des connaissances et d'inventer des solutions technologiques pour la société numérique : la valeur ajoutée d'Inria consiste en sa capacité à amplifier et à accélérer les impacts scientifiques, technologiques, économiques et sociétaux de la recherche académique française dans le domaine du numérique.

Son activité est déployée au niveau mondial et national. Au niveau national, Inria est réparti en 9 centres, parmi lesquels se trouve le Centre Inria de l'Université de Bordeaux, présent en Nouvelle-Aquitaine depuis 20 ans.

Le centre Inria de l'université de Bordeaux compte aujourd'hui plus de 480 personnes ; 260 d'entre elles sont rémunérés par Inria, les 220 autres sont employées par nos partenaires académiques et industriels. L'ensemble forment nos équipes projets communes. Le centre Inria de l'université de Bordeaux regroupe l'essentiel de ces personnes autour 22 équipes projets ; 20 équipes-projets en partenariat avec l'Université de Bordeaux, Bordeaux INP, l'ENSTA Paris, le CNRS, l'Inserm, INRAE et Naval Group. Inria compte également 2 équipes-projets à Pau, en partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, le CNRS et Total Energies.

16.2 Présentation des JOBIM

Les Journées Ouvertes en Biologie, Informatique et Mathématiques (JOBIM) sont une conférence nationale annuelle regroupant la communauté bioinformatique de France.

Organisée au début de l'été chaque année dans une ville française, elle regroupe de 500 à 600 personnes dans une volonté de fédérer la communauté et faire découvrir ses avancées scientifiques et techniques dans divers champs interdisciplinaires ayant trait à la bioinformatique.

En plus de l'équipe organisatrice au niveau local, l'organisation des JOBIM est pilotée par la Société Française de BioInformatique (SFBI) en partenariat avec l'Institut Français de Bioinformatique (IFB) et le Groupement de Recherche Bioinformatique Moléculaire (GDR BIM).

Le site de l'édition 2024, qui s'est déroulée à Toulouse, permet de mieux comprendre les objectifs et le fonctionnement des JOBIM : <https://jobim2024.sciencesconf.org>

16.3 Présentation de JOBIM 2025

En 2025, la conférence annuelle JOBIM se déroulera du 8 au 11 juillet à Bordeaux. Les comités d'organisation et de programme impliquent des personnes de l'Inria, de l'Université de Bordeaux et de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Cette année marquera la 25^e édition de la conférence.

Plus en détail, le programme prévisionnel de JOBIM 2025 est le suivant :

- Accueil et début de la conférence le mardi 8 juillet 2025 après-midi. Conférences scientifiques.
- Mercredi 9 juillet : journée de conférences avec événements de socialisation en fin d'après-midi.
- Jeudi 10 juillet : journée de conférences et dîner de gala le soir.
- Vendredi 11 juillet le matin : conférences et clôture.

16.4 Déroulé des prestations traiteur à assurer

Les prestations de traiteur se dérouleront sur le lieu même de la conférence, précisé ci-après :

ENSEIRB – MATMECA

1 avenue du Docteur Albert SCHWEITZER

33400 TALENCE

Le présent marché a pour objet d'assurer plusieurs services traiteurs tout au long des 4 jours de conférence. Dans le détail, les divers services à assurer chaque jour sont les suivants :

1) *Mardi 8 juillet 2025 (les horaires exacts de chaque service seront communiqués ultérieurement, après fixation du programme détaillé de la conférence) :*

- Une pause-café l'après-midi ;
- Un cocktail de bienvenue en début de soirée

2) *Mercredi 9 juillet 2025 (les horaires exacts de chaque service seront communiqués ultérieurement, après fixation du programme détaillé de la conférence) :*

- Une pause-café le matin ;
- Le déjeuner du midi ;
- Une pause-café l'après-midi.

3) *Jeudi 10 juillet 2025 (les horaires exacts de chaque service seront communiqués ultérieurement, après fixation du programme détaillé de la conférence) :*

- Une pause-café le matin ;
- Le déjeuner du midi ;
- Une pause-café l'après-midi.

4) *Vendredi 11 juillet 2025 (les horaires exacts de chaque service seront communiqués ultérieurement, après fixation du programme détaillé de la conférence) :*

- Une pause-café le matin ;
- Le déjeuner du midi sous forme de paniers à emporter.

Les prestations de traiteur bénéficieront à un nombre de participants estimé à 500 personnes. Le nombre exact de personnes qui participeront à la conférence sera communiqué au Titulaire au plus tard 25 jours avant le début de la conférence, permettant de fixer le prix définitif de la prestation.

17- Contenu des prestations à réaliser

Les prestations à réaliser devront toujours avoir pour but de limiter au maximum les déchets et diverses pollutions. Le Titulaire se devra de mettre en œuvre tous les moyens permettant de concourir à cet objectif et aux engagements pris dans le cadre de son offre.

17.1 Prescriptions générales

Le Titulaire aura à sa charge le transport des denrées vers le lieu de la conférence. Le transport sera effectué dans le respect de toutes les normes en vigueur, et en garantissant totalement la chaîne du froid

Outre la confection des mets composant les divers services, le Titulaire devra assurer les prestations suivantes :

- La fourniture, l'installation et la désinstallation en fin d'événement du mobilier nécessaire à la tenue de chaque service (aussi bien pour les déjeuners, les pauses, que le cocktail).
- Pour toute la durée de la conférence, la mise en place de fontaines à eau dans un nombre suffisant compte tenu du nombre de participants.

- La mise en place, sur le lieu de la prestation traiteur, des plats et boissons composant le service, de tous les éléments permettant leur dégustation, et le repliement de ces mêmes éléments en fin de service.

Que ce soit pour le cocktail de bienvenue, les pauses-café ou les déjeuners, la prestation souhaitée n'inclut pas de service en salle par un personnel dédié. Le Titulaire devra seulement livrer et déposer les éléments composant chaque service à l'endroit dédié, les convives se servant par eux-mêmes, puis replier les éléments livrés en fin de prestation.

Les horaires de chaque prestation seront définis ultérieurement, après la notification du marché, en fonction du déroulement précis de chaque journée de conférence. Le Titulaire sera redevable des pénalités de retard correspondantes dans le cas où, de son fait, ces horaires ne pourraient être tenus.

17.2 Contenu du cocktail de bienvenue

Le cocktail de bienvenue se déroulera le mardi 8 juillet 2025 (horaires exacts à définir).

Le cocktail de bienvenue se composera des éléments suivants :

- Un apéritif avec ou sans alcool ;
- Des amuse-bouche ;
- De l'eau plate et de l'eau gazeuse.

17.3 Contenu des pauses-café

Les pauses-café se dérouleront :

- Le mardi 8 juillet 2025 (horaires exacts à définir) ;
- Le mercredi 9 juillet 2025 (une le matin, une l'après-midi, horaires exacts à définir) ;
- Le jeudi 10 juillet 2025 (une le matin, une l'après-midi, horaires exacts à définir) ;
- Le vendredi 11 juillet 2025 (horaires exacts à définir).

Les pauses-café se composeront des éléments suivants :

- Des boissons chaudes (thé, café, infusion) ;
- Un ou plusieurs choix de jus de fruits ;
- Un ou plusieurs en-cas (fruits, biscuits, ...).

17.4 Contenu des déjeuners du midi

Les déjeuners du midi dérouleront :

- Le mercredi 9 juillet 2025 (horaires exacts à définir).
- Le jeudi 10 juillet 2025 (horaires exacts à définir).
- Le vendredi 11 juillet 2025 (horaires exacts à définir).

Les déjeuners du midi se composeront des éléments suivants :

- Une entrée froide ou chaude
- Un plat avec accompagnement, froids ou chauds
- Un dessert
- Une boisson chaude en fin de repas (thé, café).

Les déjeuners du midi des 9 et 10 juillet se présenteront, selon l'offre retenue :

- Soit sous la forme d'un buffet en libre-service pour les convives (si l'offre de base est retenue) ;
- Soit sous la forme de lunch-box individuelles récupérées par chaque convive, et comprenant l'ensemble des éléments du repas.

Le Pouvoir Adjudicateur précisera quelle formule est retenue dès la notification du marché.

Le déjeuner du 11 juillet se présentera nécessairement sous la forme de paniers repas (lunch box) à emporter.

18 – Caractéristiques des denrées alimentaires composant le repas

L'ensemble des ingrédients composant le repas devront être végétariens.

Les produits proposés devront autant que possible être frais et de saison, le Titulaire veillant à limiter au maximum le recours à des produits sous vide, en conserve ou surgelés.

Sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire devra être en mesure de remettre sans délai l'ensemble des documents permettant de vérifier la traçabilité des denrées alimentaires servies.

Pour les convives ayant un régime alimentaire particulier, le Titulaire devra proposer un cocktail et un repas adapté. La liste définitive des convives concernés sera communiquée au Titulaire au plus tard 25 jours avant la tenue du dîner de gala.

Les plats et diverses denrées seront servis avec une présentation soignée, conforme aux engagements pris par le Titulaire dans le cadre de son offre.

19 – Etat des lieux de l'existant

Avant la tenue de l'événement, un état des lieux « d'entrée » de l'existant sera effectué entre le responsable de la conférence (ou son représentant) et un représentant du Titulaire. L'état des lieux d'entrée permettra de lister les divers équipements présents sur les lieux du gala et d'en préciser l'état, en différenciant ceux fournis par le Titulaire de ceux lui étant mis à disposition.

A la fin de l'événement, un état des lieux « de sortie » sera effectué de manière contradictoire entre les mêmes personnes, dont le but sera de vérifier l'état des divers équipements fournis par le Titulaire et lui étant mis à disposition.

20 – Traitement des déchets

Le traitement des déchets issus de chaque service est à la charge pleine et entière du Titulaire. Les déchets produits devront être enlevés dans l'heure suivant la fin de chaque service.

Le traitement des déchets est effectué dans le respect de la réglementation en vigueur et des éventuelles dispositions du règlement intérieur du lieu où se tiendront les services.